Europe

CELLULE D'ANALYSE EUROPÉENNE

PROPOSITION DE DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

RELATIVE AUX RÈGLES COMPTABLES ET AUX PLANS D'ACTION CONCERNANT LES ÉMISSIONS ET LES ABSORPTIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE RÉSULTANT DES ACTIVITÉS LIÉES À L'UTILISATION DES TERRES,
AU CHANGEMENT D'AFFECTATION DES TERRES ET À LA FORESTERIE

COM (2012) 93 [INTRODUITE PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE LE 12 MARS 2012]

Aperçu

Document	Proposition de Décision; texte destiné à un processus législatif
Domaine	Environnement (changement climatique); Titre XX du TFUE

Contexte

La lutte contre le changement climatique fait l'objet de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF, ou LULUCF en Anglais) est pris en compte dans le cadre des engagements de l'Union au titre du protocole de Kyoto à la CCNUCC¹, mais pas encore aux fins de l'objectif de réduction des émissions de l'UE pour 2020.

Pour rappel, l'UE s'est engagée à réduire à moyen terme ses émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2020, et de 30 % si les conditions le permettent. Tous les secteurs de l'économie doivent contribuer à la réalisation de cet objectif².

Synthèse

Les règles comptables internationales en vigueur, qui consistent en une combinaison de pratiques facultatives et obligatoires, présentent de sérieux inconvénients. De ce fait, les règles comptables varient grandement d'un État membre à un autre. Il importe donc d'améliorer la comptabilisation afin de créer des conditions homogènes au sein du secteur UTCATF dans les États membres.

¹ Protocole de Kyoto approuvé par la Décision 2002/358/CE du Conseil, pour la période allant de 2008 à 2012 (voir Journal Officiel L 130 du 15 mai 2002).

² Voir Directive 2009/29/CE du 23 avril 2009 et Décision 406/2009/CE du 23 avril 2009.

L'objectif de la présente proposition est d'intégrer progressivement le secteur UTCATF dans la politique climatique de l'Union, au moyen d'un cadre législatif distinct tenant compte des caractéristiques du secteur tout en instaurant un cadre de comptabilisation rigoureux et harmonisé.

Rôle de l'utilisation des sols et de la foresterie

La mise en œuvre de pratiques appropriées en matière d'utilisation et de gestion des terres dans les secteurs de la foresterie et de l'agriculture peut limiter les émissions de carbone et renforcer l'absorption de carbone présent dans l'atmosphère.

L'agriculture, la foresterie, les industries connexes et l'énergie sont les secteurs économiques les plus pertinents au regard du secteur UTCATF. Ces secteurs peuvent contribuer de différentes manières à la réduction des émissions et à l'augmentation des puits.

En 2009, le secteur UTCATF a absorbé un volume de carbone présent dans l'atmosphère correspondant à environ 9 % du total des émissions de gaz à effet de serre dans les autres secteurs de l'Union.

Consultations, analyse d'impact

Une large consultation des États membres et des parties intéressées (ONG de défense de l'environnement, associations professionnelles, experts, administrations publiques, chercheurs) a été menée. L'analyse d'impact a fait ressortir qu'il y a lieu:

- de définir des règles rigoureuses pour la comptabilisation des émissions et des absorptions;
- d'assurer une surveillance et une déclaration rigoureuses;
- de mettre en place le cadre d'action approprié pour inscrire le secteur UTCATF dans les engagements pris par l'Union en matière de lutte contre le changement climatique.

La proposition à l'examen est destinée à être mise en œuvre à l'aide du budget existant et n'aura pas d'incidence sur le cadre financier pluriannuel.

Subsidiarité et proportionnalité

La Commission européenne estime que la proposition respecte les principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Les actions au seul niveau national ne permettraient pas d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre arrêtés au niveau de l'Union; elles ne permettraient pas non plus d'atteindre les objectifs, ni de satisfaire les engagements souscrits au niveau international.

Les engagements fondamentaux relatifs au changement climatique étant contractés au niveau de l'Union, il est rationnel que des règles comptables communes à tous les États membres soient élaborées au même niveau.

Avis de la cellule d'analyse européenne

La dimension transnationale du problème (critère de nécessité) et la valeur ajoutée de l'action au niveau de l'UE (critère d'efficacité) sont fondées. La proposition à l'examen apparaît conforme aux principes de subsidiarité et de proportionnalité.

La Chambre peut rendre un avis dans le cadre de la procédure de subsidiarité jusqu'au 8 mai 2012, ou après cette date dans le cadre du dialogue politique avec la Commission européenne.

En savoir plus

* Texte de la proposition:

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0093:FIN:FR:PDF>

* Lien vers le site IPEX (InterParliamentary EU information eXchange), où se trouvent les contributions des parlements nationaux:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20120093.do>

* Analyse d'impact (en Anglais):

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SWD:2012:0041:FIN:EN:PDF>

Descripteurs Eurovoc: comptabilité économique agricole, système de comptabilité, énergie renouvelable, agroalimentaire, norme environnementale, changement climatique, gaz à effet de serre, réduction des émissions de gaz, communication des données, secteur agricole, sylviculture

* *
*

Rédaction: Laurent Pottier: 27.04.2012